

UNE BREVE – UNE BREVE - UNE BREVE – UNE BREVE - UNE BREVE

Lois Perben et Sarkozy : le renforcement d'une justice de classe

Avec les lois Perben et Sarkozy le gouvernement Raffarin-Chirac renforce le caractère policier de la Vème République. Elles les moyens de réprimer la jeunesse et la classe ouvrière, au moment où le gouvernement engage une rude offensive contre les acquis fondamentaux : droit aux études, droit à la santé, retraite...

La loi Sarkozy c'est la répression de la « *mendicité agressive* », du « *stationnement dans les hall d'immeubles* »... Au nom de la « *tolérance zéro* », il s'agit de multiplier les opérations coup de poing dans les banlieues, les contrôles policiers dans la rue. La jeunesse et la population d'origine maghrébine sont les premiers visés. Cette législation qui réprime, dans un premier temps, les squatters au nom de la violation de la propriété, les gens du voyages,... vise au-delà les travailleurs et toute la jeunesse: elle pourra être utilisée, par exemple pour interdire les occupations d'usine ...

Il s'agit, au nom de la lutte contre l'insécurité, d'assurer la paix sociale pour la bourgeoisie.

La loi Perben c'est, entre autre, la création de centres fermés pour mineurs, la création de 13.000 nouvelles places de prison (47.000 aujourd'hui) ... Elle prolonge de la loi Vaillant, en organisant le fichage généralisé, le renforcement des contrôles et de la vidéosurveillance...

Il s'agit de la mise en place d'un arsenal qui, en cas de mouvements de classe ouvrière contre ce gouvernement, permet de réprimer rapidement et efficacement des manifestants. Les nouveaux délits, en particulier le délit de violation de propriété peut être utilisé, par exemple, en cas d'occupation d'usine.

Les nouvelles mesures permettent d'interpeller rapidement des manifestants. Grâce au système de comparution immédiate ils peuvent être rapidement emprisonnés grâce à une justice expéditive.

Ces lois ultra réactionnaires mettent en cause les libertés démocratiques et élémentaires de la jeunesse et de la classe ouvrière.

La responsabilité de l'UNEF et des organisations ouvrières est de se prononcer contre lois Perben et Sarkozy, d'en exiger l'abrogation.